

Neerpelt. — Intrekking belasting. — Goedkeuring

Bij besluit d.d. 19 december 1984 werd goedgekeurd het besluit van de gemeenteraad van Neerpelt d.d. 29 oktober 1984 houdende intrekking van de van kracht zijnde belasting op het aanleggen en uitbreiden van het waterleidingsnet.

Leuven. — Begrotingswijziging. — Hervorming

Bij besluit d.d. 28 december 1984 werd de begrotingswijziging nr. 3 van de stad Leuven voor het dienstjaar 1984 hervormd.

**Provincie Oost-Vlaanderen
Begrotingswijzigingen. — Goedkeuring. — Erratum**

In het *Belgisch Staatsblad* van 14 december 1984 dient op blz. 15737 onder de hoofding Vlaamse Gemeenschap de tekst:

**« Provincie West-Vlaanderen
Begrotingswijzigingen. — Goedkeuring**

Bij besluit d.d. 31 oktober 1984 werden goedgekeurd de wijzigingen van de begroting van West-Vlaanderen voor 1984, zoals zij werden aangenomen door de provincieraad in zitting van 27 september 1984 »

vervangen door de tekst:

**« Provincie Oost-Vlaanderen
Begrotingswijzigingen. — Goedkeuring**

Bij besluit d.d. 31 oktober 1984 werden goedgekeurd de wijzigingen van de begroting van Oost-Vlaanderen voor 1984, zoals zij werden aangenomen door de provincieraad in zitting van 27 september 1984. »

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE**Société nationale du Logement
Construction d'habitations sociales. — Expropriations
Procédure d'extrême urgence**

Un arrêté du 29 janvier 1985 décrète qu'il y a lieu de faire application de la procédure d'extrême urgence instituée par l'article 5 de la loi du 26 juillet 1962 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique et aux concessions en vue de la construction des autoroutes, à l'expropriation par la Société nationale du Logement, des immeubles situés à Halen, « Loksbergen », d'une superficie de 3 ha 22 a 98 ca cadastrés section B, nos 621 k2, 617 a, 616 b, 608, 604 B, 603 a, 596 m, 596 l, 596 k, 595, 587, 588, 582, 590, 580 c, 586 a, 584 a, 579 e, 474 b, 471 d, 471 c, 466 c, 460 b, 458, 457 a, 473 d, en vue de la construction d'habitations sociales.

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP**Nationale Maatschappij voor de Huisvesting
Bouw van sociale woningen. — Onteigeningen
Spoedprocedure**

Bij besluit van 29 januari 1985 is verklaard dat er aanleiding bestaat tot toepassing van de rechtspleging bij dringende omstandigheden ingesteld bij artikel 5 van de wet van 28 juli 1962 betreffende de onteigeningen ten algemene nutte en de concessies voor de bouw van autosnelwegen voor de onteigening door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting van onroerende goederen gelegen te Halen, « Loksbergen », groot 3 ha 22 a 98 ca kadastraal bekend sectie B, nrs. 621 k2, 617 a, 616 b, 608, 604 B, 603 a, 596 m, 596 l, 596 k, 595, 587, 588, 582, 590, 580 c, 586 a, 584 a, 579 e, 474 b, 471 d, 471 c, 466 c, 460 b, 458, 457 a, 473 d, met het oog op de bouw van sociale woningen.

AVIS OFFICIELS**MINISTERE DE LA JUSTICE****Ordre judiciaire**

- Publication des places vacantes :
- juge au tribunal de commerce de Liège : 1.
- juge suppléant à la justice de paix du canton de Virton : 1.

OFFICIËLE BERICHTEN**MINISTERIE VAN JUSTITIE****Rechterlijke Orde**

- Bekendmaking van de openstaande plaatsen :
- rechter in de rechtbank van koophandel te Luik : 1.
- plaatsvervangend rechter in het vrederecht van het kanton Virton : 1.

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

15 FEVRIER 1985. — Circulaire ministérielle sur l'application au secteur de l'enseignement de l'arrêté royal du 27 novembre 1973 portant réglementation des informations économiques et financières à fournir aux conseils d'entreprises

Articles arrêté royal 27 novembre 1973 nécessitant une adaptation

Article 1er

Le chef d'entreprise

Les niveaux auxquels les informations doivent être communiquées :

1. L'unité technique d'exploitation

2. L'entité juridique

3

Application au secteur de l'enseignement

Le président du pouvoir organisateur ou son (ses) délégué(s) qui l'engagent.

L'unité où se trouve établi le conseil d'entreprise (suivant le cas, cette unité peut également se composer de :

- (un établissement scolaire, coïncidant complètement avec l'entité juridique qui l'a fait naître;
- plusieurs établissements d'enseignement relevant d'une même entité ou association juridique (pouvoir organisateur);
- plusieurs établissements relevant de pouvoirs organisateurs différents, mais intégrés dans une même entité.)

Elle doit être assimilée au(x) pouvoir(s) organisateur(s) (A.S.B.L. ou association(s) de fait).

3. L'entité économique et financière

Cette notion englobe les différentes entités juridiques ou de fait qui exercent une influence économique ou financière fondamentale et durable sur un pouvoir organisateur ou sur l'unité technique d'exploitation elle-même.

4. Sous-ensemble

L'existence de sous-ensemble dépend de la décision du Conseil d'entreprise. En général, toutes les sections, lieux d'implantation distincts ou niveaux existant dans l'unité technique d'exploitation, peuvent être considérés comme sous-ensemble.

Information de base

Art. 5. STATUT

2. Les statuts et les modifications éventuelles

Outre la communication des statuts au sens strict et en vue d'en assurer la compréhension, le chef d'entreprise devrait permettre aux membres du Conseil d'entreprise, de consulter un certain nombre de documents, tels que la loi sur les A.S.B.L., les législations et réglementations organiques émanant du Ministère de l'Éducation nationale et portant sur les matières relevant de la compétence du Conseil d'entreprise.

3. Les dirigeants

Pour les associations et sociétés de droit la direction est assurée par le Conseil d'administration, pour les associations de fait par les membres qui font partie du pouvoir organisateur tels qu'ils figurent sur la liste déposée au Ministère de l'Éducation nationale.

4. Les moyens de financement à moyen et long terme

Ils comprennent :

- le montant des fonds propres de l'Unité technique d'exploitation et, le cas échéant, de la ou des entités juridiques ou autres dont relève l'établissement;
- le montant des emprunts à moyen et à long terme, la durée, les taux d'intérêt appliqués, les conditions de remboursement et les institutions ou organismes qui ont fourni ces emprunts.

Il y a lieu de détailler également le système de subventionnement pour le fonctionnement, l'équipement, la construction et les fournitures scolaires.

5. Convention et accord

Ceci vaut également pour les conventions et accord conclus dans le cadre d'une communauté scolaire et d'autres liens structurels.

Art. 6. POSITION CONCURRENTIELLE

1. Les principaux concurrents

La liste nominative des établissements scolaires du même niveau établis dans la région.

2. Possibilités et difficultés en matière de concurrence

Les points forts et les points faibles de l'établissement par rapport aux autres établissements analogues de la région entre autres en matière d'infrastructure, de cours de recrutements.... Cela vaut également pour les internats.

3. Les débouchés

La zone de recrutement de l'établissement.

6. Éléments permettant de se faire une idée de la commercialisation

Cette disposition vise entre autres la politique et les méthodes de recrutement ainsi que la politique en matière d'information du public et de publicité.

7. Les données comptables relatives au chiffre d'affaires et son évolution sur cinq ans

Doivent être fournies, le cas échéant par sous-ensemble, toutes les informations, à savoir :

Les subventions de fonctionnement, d'équipement et de construction reçues, les subventions pour livres et objets classiques, les revenus et recettes résultant d'initiatives pour venir en aide aux écoles, dons, les pensions d'internats, les tickets de repas, d'activités para- et post-scolaires et tous les autres revenus. Si l'établissement connaît le montant total des subventions-traitements il devra également le communiquer.

8. Un aperçu des prix de revient et de vente unitaires...

Il s'agit d'un aperçu de l'évolution du prix de revient unitaire par élève, les cas échéant par sous-ensemble, à l'exclusion des frais couverts par les subventions-traitements. Pour les internats cet aperçu doit être compté par des données relatives au prix de revient unitaire demandé par élève.

9. La position de l'entreprise et son évolution sur le marché

Il y a lieu de donner la situation actuelle et l'évolution future de la population scolaire par comparaison avec les autres établissements de la région, pour autant qu'il existe une statistique en la matière.

Art. 7. PRODUCTION ET PRODUCTIVITE

1. L'évolution de la production

Les informations visées par cet article doivent être fournies pour les 5 dernières années et éventuellement par sous-ensemble.

L'évolution du nombre d'élèves inscrits par orientation et/ou section.

2. L'utilisation de la capacité économique de production

La capacité d'accueil de l'établissement évaluée sur la base, notamment, des données relatives aux possibilités d'aménagement des locaux de classe, de l'équipement en machines, du réfectoire... ainsi qu'aux possibilités d'engagement de nouveaux membres du personnel; ceci vaut également pour les internats.

3. L'évolution de la productivité

Ceci concerne :
 — le nombre d'heures de cours organisées par rapport au nom d'heures de cours subsidiées;
 — le nombre d'heures de cours organisées par rapport au nom d'heures de cours subsidiables;
 — le nombre de diplômes et certificats délivrés.

Art. 8. STRUCTURE FINANCIERE

1. Un commentaire explicatif du plan comptable utilisé

Ces explications seront suffisamment détaillées afin de permettre la compréhension de la structure des comptes.

2. Les comptes annuels des 5 dernières années...

Ceci comprend une comparaison commentée du décompte final des subventions de fonctionnement.

En outre, au niveau de l'entité juridique, des informations doivent être fournies au sujet des recettes et dépenses, de l'état des avoirs et des dettes, du bilan (pour autant que le pouvoir organisateur est légalement tenu de l'établir)... et les explications éventuelles permettant d'avoir une image complète de la structure financière.

Art. 9. ETABLISSEMENT DU BUDGET ET CALCUL DU PRIX DE REVIENT

1. La méthode suivie pour l'établissement du budget

Ceci comprend les informations nécessaires concernant l'établissement du budget et l'explication de son utilisation comme outil de direction générale.

2. La méthode suivie pour l'établissement du budget

Description de la méthode selon laquelle les données stipulées à l'art. 6, 8°, sont calculées.

3. Indications suffisantes concernant la structure des coûts et leur répartition... par sous-ensemble

Ceci est également en rapport avec les informations stipulées à l'art. 6, 8°.

Art. 10. FRAIS DE PERSONNEL

Outre les coûts afférents au service du personnel et aux services sociaux, seuls les frais de personnel hormis les subventions traitements, doivent être communiqués, conformément aux dispositions prévues par cet article.

Art. 11. PROGRAMME ET PERSPECTIVES GENERALES

— s'étendent à tous les aspects de l'activité de l'entreprise

Outre le montant, la destination et le financement des investissements projetés, les informations suivantes doivent entre autres être fournies :

- la programmation des options et sections;
- les intentions et perspectives concernant l'éventuelle expansion, suppression ou rationalisation de l'institution ou d'un de ses sous-ensembles ainsi que leur éventuelle fusion et les négociations éventuelles avec les pouvoirs publics à ce propos;
- les écarts entre certaines réalisations et les intentions initiales en la matière;
- la constitution de centres d'enseignement;
- la fixation des priorités en matière d'équipement;
- les prévisions relatives à l'emploi;
- les prévisions relatives aux frais de personnel à charge de l'unité technique d'exploitation.

Art. 12. RECHERCHE SCIENTIFIQUE

... la politique suivie et envisagée en la matière

Il s'agit entre autres de la politique suivie et envisagée en matière de recyclage des enseignants et de la recherche pédagogique, didactique et méthodologique.

Art. 24. INFORMATION PERIODIQUE

... Elle doit permettre au conseil d'entreprise de se rendre compte de l'état de réalisation des objectifs

Les informations à communiquer conformément à l'art. 24 doivent être fournies en tenant compte des explications ci-dessus. Il y a lieu de tenir compte également des dispositions réglementaires propres à l'enseignement au sujet de la détermination du nombre d'élèves, des horaires, de l'utilisation du crédit d'heures et de l'état du personnel. Les informations que le Ministère de l'Éducation nationale ne demande que par année scolaire, ne sont communiquées qu'une fois par an.

Le Ministre des Affaires économiques,

M. Eyskens.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

15 FEBRUARI 1985

Ministerieel omzendbrief over de toepassing van het koninklijk besluit van 27 november 1973 houdende reglementering van de economische en financiële inlichtingen te verstrekken aan de ondernemingsraden, in de sector van het onderwijs

Artikelen koninklijk besluit 27 november 1973 die een aanpassing vergen

Toepassing op de sector onderwijs

Artikel 1

Het ondernemingshoofd

De niveau's waarop de informatie dient te worden verstrekt :

1. Technische bedrijfseenheid

2. De juridische entiteit

3. De economische en financiële entiteit

4. Onderdeel

Basisinformatie

Art. 5. STATUUT

2. De statuten en eventuele wijzigingen

3. De leiding

4. De financieringsmiddelen op halflange en lange termijn

5. Overeenkomsten en akkoorden

Art. 6. CONCURRENTIEPOSITIE

1. De voornaamste concurrenten

2. Concurrentiemogelijkheden en -moeilijkheden

3. De afzetgebieden

6. Elementen die moeten toelaten een inzicht te krijgen in de commercialisatie...

7. De boekhoudkundige gegevens van de omzet en zijn evolutie over 5 jaar...

De voorzitter van de inrichtende macht of de ter zake gemachtigde(n).

De eenheid waar de ondernemingsraad gevestigd is (deze eenheid kan ook bestaan, naar gelang het geval, uit :

— een schoolinrichting die volledig samenvalt met de juridische entiteit waaruit zij voortspuit;

— verscheidene onderwijsinrichtingen, afhandelende van een zelfde juridische entiteit of inrichting (inrichtende macht);

— verscheidene inrichtingen die afhangen van verschillende inrichtende machten, doch in een zelfde entiteit geïntegreerd.)

Deze moet worden gelijkgesteld met de inrichtende macht(en) (V.Z.W.) of feitelijke vereniging(en).

Deze notie omvat de verschillende juridische of feitelijke entiteiten die een fundamentele en duurzame economische of financiële invloed uitoefenen op een inrichtende macht of op de technische bedrijfseenheid zelf.

Het al of niet bestaan van onderdelen hangt af van een beslissing terzake door de ondernemingsraad. In het algemeen kunnen als onderdeel beschouwd worden alle afdelingen, afzonderlijke vestigingsplaatsen of niveau's welke in de betrokken technische bedrijfseenheid bestaan.

Naast het verstrekken van de statuten in de enge zin, zou het ondernemingshoofd, ten einde een goed begrip ervan te verzekeren, een aantal documenten ter inzage van de leden van de ondernemingsraad kunnen houden, zoals de wet op de V.Z.W.'s, de wetgevingen en organieke reglementeringen uitgaande van het Ministerie van Onderwijs, die betrekking hebben op de materies waarvoor de ondernemingsraad bevoegd is.

Voor verenigingen en vennootschappen met rechtspersoonlijkheid omvat dat de Raad van Beheer; voor de feitelijke verenigingen : de leden die deel uitmaken van de inrichtende macht zoals ze worden vermeld in de bij het Ministerie van Onderwijs neergelegde lijst.

Dit omvat :

— het bedrag der eigen middelen van de technische bedrijfseenheid en, in voorkomend geval, van de juridische en andere entiteit (en) waarvan de inrichting afhangt;

— het bedrag van de leningen op halflange en lange termijnen; de looptijd ervan, de toegepaste intrestvoeten, de voorwaarden van afbetaling en de verstrekkende instellingen of organismen.

Daarnaast dient eveneens een toelichting te worden verstrekt bij het systeem van toelaging voor werking, uitrusting, bouw en schoolbehoeften.

Dit geldt ook voor de overeenkomsten en akkoorden die gesloten worden in het kader van een scholengemeenschap en andere structurele bindingen.

De nominatieve lijst van de onderwijsinrichtingen, van gelijk niveau, die in de streek gevestigd zijn.

De sterke en zwakke punten van de inrichting t.o.v. de andere gelijkaardige inrichtingen in de streek, o.a. op gebied van infrastructuur, leergangen, recrutering,... en dit ook m.b.t. de internaten.

De recruiteringszone van de inrichting.

Daarmee wordt o.a. bedoeld het beleid en de methoden inzake recrutering alsmede het beleid inzake informatie van het publiek, en de publiciteit.

Dienen te worden verstrekt, in voorkomend geval, per onderdeel, alle inkomsten, te weten :

De ontvangen werkings-, uitrustings- en bouwtoelagen, de toelagen voor leerboeken en schoolbehoeften, de inkomsten en ontvangsten voortvloeiend uit initiatieven voor steun aan de scholen, giften, kostgelden van internaten, maaltijdtickets, bij- en naschoolse activiteiten, en alle andere inkomsten. Indien de instelling kennis heeft van het totaal van de weddetoelagen, zal dit eveneens worden medegedeeld.

8. Een overzicht van de kost- en verkoopprijzen per eenheid,...

Dit omvat een overzicht van de evolutie van de effectieve kostprijs per leerling, eventueel per onderdeel, met uitsluiting van de kosten die door de weddetoelagen gedekt worden. Voor de internaten dient dit te worden aangevuld met gegevens over de effectieve kostprijs per leerling en het kostgeld dat per leerling wordt aangerekend.

9. De marktpositie van de onderneming en de evolutie ervan

De toestand en de evolutie van de schoolbevolking ten opzichte van de andere inrichtingen uit de streek, zal verstrekt worden voor zover een statistiek ter zake beschikbaar is.

Art. 7. PRODUCTIE EN PRODUCTIVITEIT

1. De evolutie van de productie

De in dit artikel bedoelde inlichtingen dienen voor de laatste 5 jaar verstrekt te worden en moeten eventueel per onderdeel verschaft worden.

2. De aanwending van de economische productiecapaciteit

De evolutie van het aantal ingeschreven leerlingen per oriëntatie en/of afdeling.

3. De evolutie van de productiviteit

De opvangcapaciteit van de instelling zoals zij kan worden geraamd op grond o.a. van de gegevens inzake de accommodatiemogelijkheden van de klaslokalen, machine-uitrusting, refter, ... alsmede de mogelijkheden van indienstneming van nieuwe personeelsleden; hetzelfde geldt ook voor de internaten.

Dit omvat :

- het aantal georganiseerde lessen t.o.v. het aantal gesubsidieerde lessen;
- het aantal georganiseerde lessen t.o.v. het aantal subsidieerbare lessen;
- het aantal afgeleverde diploma's en certificaten.

Art. 8. FINANCIËLE STRUCTUUR

1. Een verklarende commentaar van het gebruikte rekeningenstelsel

Dit omvat de nodige uitleg teneinde de structuur van de rekeningen te begrijpen.

De jaarrekeningen van de laatste 5 jaar...

Dit omvat een vergelijking met commentaar van de slotrekeningen van de werkingstoelagen.

Bovendien moeten op niveau van de juridische entiteit inlichtingen verstrekt worden omtrent de inkomsten en uitgaven, staat van bezittingen en schulden, balans (voor zover de inrichtende macht wettelijk ertoe gehouden is deze op te stellen), ... en de eventuele toelichtingen, ten einde een volledig beeld te hebben van de financiële structuur.

Art. 9. BUDGETTERINGSMETHODE EN KOSTPRIJSBEREKENING

1. De budgetteringsmethode

Dit omvat de nodige uitleg over de wijze waarop het budget wordt opgemaakt en over de wijze waarop het gehanteerd wordt als beheersinstrument.

2. De berekeningsmethode van de kostprijs

Hier dient de methode beschreven waarop de inlichtingen, bedoeld in art. 6, 8°, berekend worden.

3. Voldoende gegevens nopens de structuur van de kosten en de spreiding ervan... per onderdeel...

Dit hangt eveneens samen met de inlichtingen bedoeld in art. 6, 8°.

Art. 10. PERSONEELSKOSTEN

Naast de kosten verbonden aan de personeelsdienst en de sociale diensten dienen enkel de personeelskosten buiten de weddetoelagen medegegeerd worden overeenkomstig de in dit artikel voorziene bepalingen.

Art. 11. PROGRAMMA EN TOEKOMSTVERWACHTINGEN

— strekt zich uit over alle aspecten van de activiteit van de onderneming...

Naast het bedrag, de bestemming en de financiering van de voorgenomen investeringen, worden o.m. de volgende inlichtingen verstrekt :

- de programmatie van opties en secties;
- de intenties en vooruitzichten inzake de eventuele uitbreiding, opheffing of rationalisering van de instelling, of onderdelen ervan, evenals inzake eventuele fusies, en eveneens inzake de eventuele onderhandelingen met de overheid daaromtrent;
- de afwijking tussen bepaalde verwezenlijkingen en de oorspronkelijke intenties;
- de oprichting van scholengemeenschappen;
- de bepaling van prioriteiten inzake de uitrusting;
- de vooruitzichten met betrekking tot de tewerkstelling;
- de vooruitzichten inzake de personeelskosten ten laste van de technische bedrijfseenheid.

Art. 12. WETENSCHAPPELIJK SPEURWERK

... terzake gevoerde en in het vooruitzicht gestelde beleid...

Dit behelst onder meer het gevoerde en in het vooruitzicht gestelde beleid inzake recyclage der leerkrachten en het pedagogische, didactische en methodologische speurwerk.

Art. 24. PERIODIEKE VOORLICHTING

... Zij moet de ondernemingsraad in staat stellen de gang van zaken in de onderneming te volgen...

De overeenkomstig art. 24 te verstrekken inlichtingen dienen gegeven te worden rekening houdend met de hierboven verstrekte verkeringen.

Daarbij dient ook rekening te worden gehouden met de reglementaire bepalingen eigen aan het onderwijs i.v.m. de vaststelling van het aantal leerlingen, uurroosters, gebruik van de uurkredieten en de staat van het personeel.

De gegevens die het Ministerie van Onderwijs slechts per schooljaar opvraagt, worden ook slechts éénmaal per jaar verstrekt.

De Minister van Economische Zaken,
M. Eyskens.

MINISTÈRE DES FINANCES

Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines
(Alinéation d'immeubles domaniaux)

Publications faites en exécution de la loi du 31 mai 1923

L'Etat belge se propose de vendre de gré à gré :

Commune de Beringen, 1^e division

13 a 41 ca, terrain au lieu-dit « Het Bergske », cadastré section A, n° $\frac{498A}{2}$ et partiellement sans numéro, tenant aux domaines de l'Etat et à Elen, Roger.

Plan de secteur : zone d'habitat.

Prix : 260 000 F, outre les frais d'acte.

Les réclamations éventuelles ou les offres plus élevées doivent être adressées dans le mois du présent avis au Comité d'acquisition à Hasselt, Voorstraat 43, tél. 011/21 22 32.

L'Etat belge se propose de vendre de gré à gré :

Commune de Les Bons Villers (ex-Mellet)

Terrain et maçonnerie sis rue de Solvay, le tout cadastré ou l'ayant été section B, partie des nos 565H et 564E, pour une contenance de 13 a 58 ca 59 dma, tenant ou ayant tenu à l'Etat belge (Fonds des routes), à Vandenbossche-Juvyns, Zénon; à Wiaux-Depasse, René; à Penninck-Denayer, Willy, et à Penninck, André, ou représentants.

Plan de secteur : zone d'habitat à caractère rural.

Prix : 750 F le m², outre les frais.

Les réclamations ou les offres supérieures éventuelles seront adressées dans le mois du présent avis au Comité d'acquisition à 6000 Charleroi, avenue des Alliés 14-18 (tél. 071/31 22 10).

Référence : V 52075/014.

L'Etat belge se propose de vendre de gré à gré :

Commune de Libramont-Chevigny, 5^e division (Recogne)

Une terre d'une superficie de 6 a 15 ca, sise au lieu-dit « La Panne », cadastrée ou l'ayant été section B, n° 435w, en zone agricole, tenant à Toussaint-Piron, Jean-Baptiste; Toussaint-Dubrucq, Gérard et Olivier-Delvaux, Emile.

Prix : 12 500 F + les frais.

Les réclamations ou les offres supérieures éventuelles doivent être adressées dans le mois du présent avis au Comité d'acquisition, complexe administratif à Neufchâteau (tél. 061/27 79 11, ext. 173).

L'Etat belge se propose de vendre de gré à gré :

Commune de Paliseul, 3^e division (Fays-les-Veneurs)

Une terre d'une superficie de 1 a 76 ca, sise au lieu-dit « A la Genèse Broquet », cadastrée ou l'ayant été section C, sans numéro, sise en zone agricole, tenant à Braconnier-Gillet, Maurice, et les enfants Lejeune-Mergny, Gilbert; Mergny-Bellevaux, Jean.

Prix : 4 000 F + les frais.

Les réclamations ou les offres supérieures éventuelles doivent être adressées dans le mois du présent avis au Comité d'acquisition, complexe administratif à Neufchâteau (tél. 061/27 79 11, ext. 141).

MINISTERIE VAN FINANCIËN

Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen
(Vervreemding van onroerende domeingederen)

Bekendmakingengedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923

De Belgische Staat is voornemens uit de hand te verkopen :

Gemeente Beringen, 1^e afdeling

13 a 41 ca, grond ter plaatse « Het Bergske », gekadastraerd sectie A, n° $\frac{498A}{2}$ en deels zonder nummer, palende de domeinen van de Staat, en Elen, Roger.

Gewestplan : woongebied.

Prijs : 260 000 F, meer de aktekosten.

De gebeurlijke bezwaren of de eventuele hogere biedingen moeten binnen een maand van dit bericht ingediend worden bij het Aankoopcomité te Hasselt, Voorstraat 43, tel. 011/21 22 32.

De Belgische Staat is voornemens uit de hand te verkopen :

Gemeente Les Bons Villers (vroeger Mellet)

Grond en metselwerk gelegen « rue de Solvay », het geheel gekadastraerd of het geweest zijnde wijk B, deel nrs 565H en 564E, voor een oppervlakte van 13 a 58 ca 59 dma, palende of bepaald hebbende aan het staatsdomein (Wegenfonds), aan Vandenbossche-Juvyns, Zénon; aan Wiaux-Depasse, René; aan Penninck-Denayer, Willy, en aan Penninck, André of vertegenwoordigers.

Gewestplan : woongebied met een landelijk karakter.

Prijs : 750 F/m², plus de kosten.

Eventuele bezwaren of hogere aanbiedingen dienen binnen een maand van dit bericht overgemaakt aan het Aankoopcomité te 6000 Charleroi, avenue des Alliés 14-18 (tel. 071/31 22 10).

Verwijzing : V 52075/014.

De Belgische Staat is voornemens uit de hand te verkopen :

Gemeente Libramont-Chevigny, 5^e afdeling (Recogne)

Een grond met een oppervlakte van 6 a 15 ca, gelegen ter plaatse « La Panne », gekadastraerd of geweest wijk B, n° 435w, in agrarisch gebied, palende aan Toussaint-Piron, Jean-Baptiste; Toussaint-Dubrucq, Gérard et Olivier-Delvaux, Emile.

Prijs : 12 500 F + de kosten.

Eventuele bezwaren of hogere aanbiedingen dienen binnen een maand van dit bericht overgemaakt aan het Aankoopcomité, complexe administratief, te Neufchâteau (tel. 061/27 79 11, uitbreiding 173).

De Belgische Staat is voornemens uit de hand te verkopen :

Gemeente Paliseul, 3^e afdeling (Fays-les-Veneurs)

Een grond met een oppervlakte van 1 a 76 ca, gelegen ter plaatse « A la Genèse Broquet » gekadastraerd of geweest wijk C, zonder nummer, in agrarisch gebied, palende aan Braconnier-Gillet, Maurice, en de kinderen Lejeune-Mergny, Gilbert; Mergny-Bellevaux, Jean.

Prijs : 4 000 F + de kosten.

Eventuele bezwaren of hogere aanbiedingen dienen binnen een maand van dit bericht overgemaakt aan het Aankoopcomité, complexe administratief, te Neufchâteau (tel. 061/27 79 11, uitbreiding 141).